

COMPTES RENDUS

I. INDOCHINE FRANÇAISE

JENNINGS, Eric T., *Imperial Heights, Dalat and the making and undoing of French Indochina*, Berkeley, Los Angeles & London, University of California Press, Coll. « From Indochina to Vietnam: Revolution and War in a global perspective », edited by Fredrik Logevall and Christopher E. Goscha, 2011, xvi + 352 p.

Avec *Imperial Heights*, l'auteur de *Vichy sous les tropiques* signe un essai original où l'histoire de Dalat suit les soubresauts de l'histoire du Vietnam au XX^e siècle, du gouvernement général de Paul Doumer au tournant du XXI^e siècle. Professeur à l'université de Toronto, anglophone et francophone, Eric Jennings est avant tout un historien de la colonisation française qui cherche à comprendre les mécanismes de la domination coloniale en prenant soin de confronter les regards des colonisateurs et des colonisés. On lui doit plus d'une trentaine d'articles et de chapitres d'ouvrages sur l'Indochine, Madagascar, les Antilles ou l'Afrique française. Les ouvrages qu'il a publiés, *Vichy in the Tropics* (2001) qu'il a traduit en français sous le titre de *Vichy sous les tropiques*, suivi de *L'Empire colonial sous Vichy* rédigé avec Jacques Cantier (2004), *Curing the Colonizers* (2006), traduit et augmenté en 2011, et son ouvrage à paraître *La France libre fut africaine, 1940-1944*, tout comme *Imperial Heights* montrent son intérêt marqué et son expertise sur la colonisation française pendant la Seconde Guerre mondiale et sur le système des sanatoriums coloniaux¹. Traduit en français par Agathe Larcher-Goscha,

¹ *Curing the Colonizers: Hydrotherapy, Climatology and French Colonial Spas*, Durham, Duke University Press, 2006, xi + 271 p. ; traduction française (remaniée et complétée d'un chapitre supplémentaire) : *À la cure, les coloniaux ! Thermalisme, climatisme, et colonisation française*, Presses universitaires de Rennes, 2011, xvi + 254 p. ; *Vichy in the Tropics: Pétain's National Revolution in Madagascar, Guadeloupe and Indochina, 1940-1944*, Stanford, Stanford University Press, 2001, vii + 311 p. ; traduction française de l'auteur parue sous le titre *Vichy sous les Tropiques : la Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine, 1940-1944*, Grasset, 2004, 386 p. ; avec Jacques CANTIER (eds), *L'Empire colonial sous Vichy*, Paris, Odile Jacob, 2004, 398 p.

Imperial Heights est paru en 2013 chez Payot sous l'intitulé *La ville de l'éternel printemps, comment Dalat a permis l'Indochine française*.

Imperial Heights est agencé en quatorze chapitres, selon une division à la fois chronologique et thématique. Trois ont déjà été publiés sous forme d'articles². Cette architecture offre une lecture aisée au lecteur pressé, mais l'harmonisation générale du texte aurait mérité d'être plus soignée. L'ouvrage pâtit en effet de quelques redondances et d'une structure globale qui aurait pu être davantage affinée. Ainsi le chapitre 2, portant sur les exactions du capitaine Debay mises en parallèle avec la colonne Voulet-Chanoine en Afrique, très intéressant en soi³, y trouve difficilement sa place. Le chapitre sur le Dalat Palace Hôtel rappelle le rôle central du palace dans la cité d'altitude. On peut y lire un passage savoureux sur le fonctionnement du palace comme symbole de la grandeur de la France dans le contexte économique difficile de la Grande dépression. Toutefois, il aurait pu être incorporé sans problème dans le chapitre précédent, évitant ainsi les redites et surtout une rupture temporelle 1943-1990, qui laisse un sentiment d'inachevé à la lecture. *Imperial Heights* est aussi un livre élégant, hormis pour son système de notes numérotées par chapitre en fin de volume qui rend leur consultation particulièrement fastidieuse, bien fini, dont les illustrations sont systématiquement porteuses d'information. Avec *Imperial Heights*, Eric Jennings propose un projet qui va au-delà de l'histoire de la colonisation. Les évolutions de la société vietnamienne y sont omniprésentes et c'est là l'une des grandes forces de l'ouvrage.

La masse d'archives consultée par Eric Jennings pour ce travail est impressionnante : Archives Nationales d'Outre-Mer, Archives du ministère des Affaires étrangères, Archives des Missions étrangères de Paris, Archives de l'Institut Pasteur, Archives nationales, Archives municipales de Bordeaux, Archives des Rédemptoristes du Québec, Archives de l'Institut français d'Architecture, Service historique de la Défense, U.S. National Archives, Archives nationales vietnamiennes, centres de Hanoi et d'Ho Chi Minh-ville.

² Chapitre 7, « A functional City ? Architecture, Planning, Zoning, and Their Critics » paru sous « Urban Planning, Architecture, and Zoning at Dalat, Indochina », *Historical Reflections* 33/2, été 2007, pp. 327-362 ; ch. 8, « The Dalat Palace Hotel » paru sous « From Indochine to Indochic: The Lang Bian/ Dalat Palace Hotel and French Colonial Leisure, Power and Culture », *Modern Asian Studies*, 37/1, février 2003, pp. 159-194 ; ch. 13, « Autonomous Province or Federal Capital » paru sous « Da Lat, Capital of Indochina: Remolding Frameworks and Spaces in the Late Colonial Era », *Journal of Vietnamese Studies*, 4/2, 2009, pp. 1-33.

³ Eric Jennings propose notamment une analyse du fonctionnement de la justice militaire en situation coloniale.

Eric Jennings commence très à propos par montrer l'incongruité de Dalat, station d'altitude au cœur du Vietnam, marquée par l'architecture coloniale, qui a néanmoins su trouver sa place dans la société vietnamienne contemporaine, notamment comme symbole romantique et destination de lune de miel. On sent une véritable fascination du chercheur pour son objet, qu'il parvient à communiquer au lecteur. Il cherche à montrer à travers Dalat que cette construction coloniale, bâtie largement via le travail forcé et l'exploitation des colonisés, vietnamiens et habitants des hautes terres, est symptomatique des incohérences et des hésitations de la colonisation, de ses limites dans la recherche de la domination et du contrôle.

Au tournant du XX^e siècle, Dalat est d'abord une station d'altitude pensée comme lieu destiné à préserver les colons des affres de la mortalité en zone tropicale. Eric Jennings, tout en rappelant les travaux de Ronald Ross sur la transmission du paludisme par l'anophèle en 1897, insiste sur la persistance de l'approche climatologique de la maladie par les médecins coloniaux. La mortalité chez les administrateurs et militaires français est élevée dans les cinq premières décennies de la colonisation de l'Indochine, 10% en 1861. Les rapatriements sont chers et dangereux pour les malades⁴. L'idée émerge donc de doter l'Indochine d'un sanatorium sur le modèle de ceux de l'empire britannique, tel Simla.

En 1893, le médecin suisse et pasteurien Alexandre Yersin, co-découvreur du bacille de la peste, se rend sur le plateau du Lang Bian. Ce médecin et explorateur, fervent défenseur de l'expansion coloniale, jouit d'un prestige qui lui permet d'attirer l'attention du gouverneur général Paul Doumer sur ce lieu qu'il perçoit comme idéal pour un futur sanatorium. Pourtant dès le début du projet, la prévalence du paludisme dans le Lang Bian est mise en évidence par le capitaine Fernand Bernard⁵. La peur du paludisme sert alors d'excuse pour tenir à l'écart les populations indochinoises, considérées comme porteuses du plasmodium. Eric Jennings montre ainsi que le choix du Lang Bian tient moins aux questions de salubrité qu'à l'aménagement d'un lieu agréable de villégiature. De la protection ou de la survie des Européens, on passe à un espace de loisirs. Alors que la place de l'armée et de la marine est centrale au début du projet, les militaires sont finalement relégués en lisière de la ville lorsque celle-ci est ouverte aux familles des colons.

⁴ Une véritable étude de démographie historique sur un sujet central pour la compréhension de l'importance qu'a prise Dalat aurait été utile ici.

⁵ Sur Bernard, lire MORLAT, Patrice, *Indochine années vingt : le balcon de la France sur le pacifique, une page de l'histoire de France en Extrême-Orient*, Paris, Les Indes savantes, 2001, notamment pp. 220-222, 243-244.

L'auteur souligne l'écart patent entre la représentation du sanatorium dans les écrits administratifs et la propagande coloniale, et la réalité dans les deux premières décennies de la construction de Dalat : « Une poignée de maisons peu pratiques sur des collines isolées et de piquets alignés traçant le contour des futurs bâtiments publics » (p. 58). Les premières missions, à partir de 1898, notamment celles de Thouard et Wolff pour la construction des voies d'accès, se révèlent très coûteuses en vie humaine en raison du paludisme et de la dureté des conditions de travail. Le rôle du garde forestier, chasseur et explorateur Honoré Oddéra est souligné⁶. Eric Jennings propose une utilisation particulièrement intelligente du dictionnaire d'Oddéra pour expliciter les rapports avec les habitants des hautes terres utilisés notamment comme porteurs (p. 63). Les rapports avec les primo-occupants du site restent cantonnés à la question des prestations. On regrette de ne rien trouver ici sur la question de l'accaparement des terres, sur les rapports entre les Français et les Lat et les Churu qui avaient leurs villages sur le Lang Bian, sauf à souligner qu'ils sont écartés du développement de Dalat. Lorsqu'il aborde la question des aborigènes de la région de Dalat, l'auteur le fait sous l'angle de l'histoire culturelle et des représentations. Les superbes clichés pris en 1898 par Jacquet ou les dessins du capitaine Wolff, sur le plateau du Lang Bian à l'emplacement de la future ville de Dalat, auraient eu toute leur place⁷.

Les dures conditions et la forte mortalité sur le chantier pour la main d'œuvre vietnamienne sont soulignées, mais sans qu'une véritable étude démographique ait été menée. La fin de la construction de la route ne signifie en rien le développement de Dalat. Le premier maire de Dalat, Paul Champoudry, ancien président du conseil municipal de Paris, a tout lieu de se plaindre de son exil indochinois. Il faut attendre la Première Guerre mondiale, et l'impossibilité de retourner en France qu'elle entraîne, puis dans un deuxième temps, l'achèvement du chemin de fer à crémaillère en 1932, pour assister à une véritable augmentation de la fréquentation de Dalat.

Le Dalat français devient le parfait exemple de l'anti-colonie. Tout y ramène vers l'Europe : les fruits et légumes cultivés, les vaches laitières, le climat. Dalat, lieu de remise en forme pour les Français, est un espace où l'on pratique le sport, la marche, la natation, le vélo mais aussi la chasse aux grands mammifères.

⁶ Sur Oddéra, lire CHAZAL, Jean-Pierre, « Onorato Oddera (1864-1929) et l'aimable Maa', la photographie d'un groupe indigène au temps de l'expansion coloniale du début du XX^e siècle », *Péninsule* 63, 2011 (2), pp. 217-250.

⁷ Voir Mathieu GUÉRIN & Arnoult SEVEAU, « Auprès du Tigre, sur les hauts plateaux de l'Indochine. Les mémoires de Pierre Dru, garde principal sur la route du Lang Bian en 1904 », *Outre-Mers*, t. 97, n° 362-363, 2009, pp. 191-192.



« Perspective de Lang Sa vers Bendonn », dessin du capitaine Wolff, 1898,
Arch. Nat. D'Outre-Mer, ggi 5956

Eric Jennings ne fait malheureusement qu'effleurer la question de la chasse et des politiques conversationnistes en situation coloniale, étudiées par John Mackenzie pour l'empire britannique⁸. De même l'étude de la place des femmes à Dalat reste cantonnée à quelques témoignages, notamment celui de Gabrielle Vassal.

Eric Jennings propose ensuite une étude détaillée de l'organisation de l'espace à Dalat, dans laquelle il déconstruit le mythe du lieu idyllique, parfait, via notamment le dépouillement des délibérations municipales ou de la presse. Les cinq plans directeurs, celui de Champoudry en 1905, d'O'Neill en 1919, d'Hébrard en 1923, de Pineau en 1932 puis de Lagisquet en 1942 sont exposés et l'on comprend le cheminement qu'a connu Dalat entre un ensemble de quelques cottages au début du XX^e siècle à une petite ville de 750 villas, dotée de bâtiments officiels et d'équipements sportifs de prestige qui compte 20 000 habitants permanents et reçoit autant de visiteurs chaque

⁸ MACKENZIE, John M., *The Empire of Nature. Hunting, Conservation and British Imperialism*, Manchester and New York, Manchester University Press, 1988, 340 p.

année au début de la Seconde Guerre Mondiale. Le plan de Champoudry qui prévoit déjà la concentration des bâtiments officiels, l'utilisation du béton, l'eau courante, l'électricité, la mise à l'écart du village vietnamien pour des questions d'hygiène ou la construction d'une gare a largement marqué la physionomie de Dalat. Eric Jennings insiste longuement sur la politique de ségrégation entre Européens et Vietnamiens. Une partie passionnante de son livre porte sur l'exposé des tactiques de la bourgeoisie vietnamienne pour contourner cette politique en rachetant les villas du quartier européen.

Dalat, pensée comme un espace militaire devient un lieu dédié aux familles et aux enfants. Le lycée Yersin devient l'un des plus prestigieux d'Indochine. Dalat est aussi terre de mission où se retrouvent nombre d'institutions religieuses : du couvent des Oiseaux au monastère bénédictin. En utilisant les archives du chapitre québécois des rédemptoristes, Eric Jennings nous rappelle que le fait colonial en Indochine ne se limite pas à l'action des Français (p. 197). Cette action missionnaire, qui vise avant tout les populations vietnamiennes, se heurte, comme ailleurs en Indochine, à l'hostilité d'une partie de l'administration. À partir des années 1940-1950, arrivent les missionnaires évangéliques américains.

Eric Jennings explore avec minutie le fonctionnement du Dalat vietnamien, rappelant que Dalat n'est pas que, loin s'en faut, une ville française. Il montre la forte augmentation de la population vietnamienne entre 1900 et 1945 afin de faire face aux besoins de main d'œuvre pour le fonctionnement de la station. Dès les années 1920, le nombre de Vietnamiens résidents à Dalat dépasse le nombre de Français. Certains travaillent comme ouvriers agricoles dans les plantations de thé, de café ou le maraîchage. D'autres sont les ouvriers qui bâtissent la ville, d'autres encore sont domestiques, fonctionnaires, mais aussi marchands et entrepreneurs venus saisir les opportunités apportées par la nouvelle cité. La mise en exergue de l'émergence d'un tourisme vietnamien dès les années 1920, est l'un des points forts de l'ouvrage. De fait, entre 1935 et 1936, malgré la crise, le nombre de touristes indochinois dépasse le nombre de touristes français en Annam.

Avec la Seconde Guerre Mondiale, Dalat devient la capitale de facto de l'Indochine, portée par l'engouement du gouverneur général Jean Decoux pour ce petit bout de France. Dalat s'ouvre aux Vietnamiens et aux Français des classes moyennes, et singulièrement encore davantage aux enfants via notamment les organisations de jeunesse. Dalat devient une vitrine de la révolution nationale en Indochine, où s'épanouissent endoctrinement de la jeunesse et formation des corps. Les Japonais vivent aussi à Dalat, la station étant un lieu de repos pour leurs troupes. Eric Jennings, qui analyse la

présence japonaise en Indochine plus comme une occupation que comme une collaboration, liste une série d'incidents pour montrer la tension entre troupes françaises et japonaises. On pourra néanmoins objecter que seuls les incidents figurent dans les archives. Lors du coup de force du 9 mars, Dalat est relativement épargnée par la violence. On perçoit ici l'intérêt de l'approche scalaire d'Eric Jennings, qui expose la multiplicité des situations sur le terrain. Lorsque la République du Vietnam est proclamée, Dalat reste en marge du processus. En janvier 1946, Leclerc est à Dalat. La question de la collaboration France-Japon à travers le prisme du rôle des élites locales est rapidement abordée.

En 1946, Dalat se trouve au cœur des discussions entre la France et le Vietminh, d'une part comme lieu de négociation avec les deux conférences de Dalat d'avril et août 1946, et d'autre part aussi comme enjeu, l'amiral d'Argenlieu cherchant à soustraire les hautes terres à la sphère d'influence vietnamienne. Si Ho Chi Minh apparaît réticent à négocier à Dalat, bastion colonial de l'Indochine, les écrits de Giap montrent que le général est séduit par la beauté du lieu malgré, ou à cause, de son côté bourgeois et colonial. Eric Jennings est convaincant lorsqu'il analyse la deuxième conférence de Dalat comme une tentative réussie de l'amiral d'Argenlieu pour faire échouer les négociations de Fontainebleau, mais aussi comme la manifestation d'un projet fédéraliste qui permet aux délégués « montagnards » de faire valoir l'idée d'un pays montagnard sous protectorat français. Ce projet sous-tend encore aujourd'hui le discours des mouvements de lutte contre l'intégration des hautes terres au Vietnam.

En 1946 est ainsi créé un commissariat du gouvernement général pour les populations montagnardes du Sud-Indochinois (PMSI). Ces dernières sont placées sous l'autorité de Bao Dai à son retour en 1949. Bao Dai et son administration se montrent alors respectueux de l'identité culturelle des habitants autochtones des hautes terres. C'est aussi à Bao Dai que l'on doit l'interdiction, en 1952, de toute forme de travail forcé dans les hautes terres. Parallèlement, la vietnamisation de Dalat se poursuit. Malgré une embuscade du Vietminh sur un convoi en 1948 et un massacre d'otages civils suite à l'assassinat d'un agent de la sûreté en 1951, Dalat apparaît relativement épargnée par la guerre de libération vietnamienne. Les accords de Genève qui marquent la défaite française en Indochine aboutissent à la partition du Vietnam. Dalat reçoit alors de nombreux réfugiés du Nord, notamment des catholiques. L'identité catholique de Dalat s'en trouve renforcée, d'autant que Diem la soutient. Celui-ci met en œuvre une politique d'assimilation forcée des minorités montagnardes et cherche à développer le tourisme. Mais la guerre reprend. À partir de 1965, des troupes de combat américaines ont stationné dans la ville. En 1968, pendant l'offensive du Têt, celle-ci tombe

brèvement entre les mains du Viet Cong. Elle subit alors d'importantes destructions dans les combats. À la fin de la guerre en 1975, Dalat compte 105 000 habitants, dont de nombreux habitants des régions avoisinantes venus s'y réfugier. C'est là que ce tient le 34^e plénum du Parti communiste vietnamien qui valide la soumission du Sud au Nord au lendemain de la victoire des forces communistes et de l'unification du pays.

Avec *Imperial Heights*, Eric Jennings réussit son pari : une analyse du système de domination coloniale à travers le prisme d'une station d'altitude. On pourra regretter qu'il n'ait pas toujours poussé son étude dans certaines voies novatrices, telles la place des femmes, la relation à la chasse et à l'environnement naturel en situation coloniale, l'histoire culturelle et sociale des élites vietnamiennes au XX^e siècle, mais ce serait oublier que justement il ouvre de nouveaux champs aux études vietnamiennes. Avec ce livre, il confirme sa stature d'historien de premier plan pour l'étude du système colonial français, tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour une histoire sociale et culturelle du Vietnam au XX^e siècle.

Mathieu GUÉRIN

II. HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE L'ASIE DU SUD-EST

1. PAYS 'EN TRANSITION' DE L'EX-INDOCHINE FRANÇAISE

Kham VORAPHETH, *Laos, la redéfinition des stratégies politiques et économiques (1975-2006)*, Paris, Les Indes Savantes, 2007, 268 p.

Kham Vorapheth a contribué au développement de Schneider Electric en Asie de 1985 à 1998, notamment en Chine. En 1999, il rejoint Stratorg, un cabinet de conseil en stratégie, et y développe une activité de conseil en Chine. Ingénieur de formation, docteur en histoire, il a écrit de nombreux articles et ouvrages sur la Chine et l'Asie du Sud-Est⁹, ainsi qu'une étude sur le commerce de l'Indochine coloniale¹⁰.

⁹ *Chine, le monde des affaires*, (préf. de Jacques Attali), Paris, l'Harmattan, 1997, 293 p. ; *Asie du Sud-Est, art du commerce et cultures, les enjeux pour gagner à l'international*, *ibid.*, 1998, 247 p. (c.r. de M-S de VIENNE, *Péninsule* 38, 1999 [1], pp. 188-190) ; *Forces et fragilités de la*

D'une situation « d'enclavement » géographique, le Laos est devenu un « carrefour » où transite une partie des flux des pays de l'Asie du Sud-Est continentale. Kham Vorapheth décrit ici les stratégies politico-économiques qui ont permis cette mutation en déroulant les différentes étapes parcourues depuis les premières collectivisations en 1975. Il fait ainsi ressortir le lien et les effets d'entraînement induits par le dynamisme des pays de l'ASEAN et par les actions menées dans le cadre de la Région du Grand Mékong. Il conclut l'ouvrage par une prospective proposant quatre scénarios d'évolution, conçus comme une aide à la décision pour une gouvernance future.

Le 2 décembre 1975 marque l'instauration de la République Démocratique Populaire du Laos (RDPL) par le Parti populaire révolutionnaire Lao (PPRL), qui s'est maintenu au pouvoir jusqu'à ce jour, justifiant son dirigisme culturel par la préservation des valeurs morales de la société. Pendant quatre ans (1975-1979), c'est le triomphe du dogme marxiste porté par un régime autoritaire supprimant des symboles jugés « à caractère féodal » (royauté, drapeau et bouddhisme). Sur le plan économique, les résultats sont désastreux, car la collectivisation – qui se traduit par le développement des coopératives – entraîne une baisse de la production de riz et la diminution des revenus des paysans pauvres quand l'équilibre alimentaire demeure très fragile. De plus, pour fuir la pauvreté du Laos et les conditions très dures de la vie quotidienne, le pays subit un exode sans précédent.

Des rajustements politiques et économiques s'imposent donc dans les années 1980-1991. Le Parti et sa direction s'étant révélés incapables de gérer le développement et de sortir le Laos de sa dépendance à l'égard de l'aide soviétique et vietnamienne, il restait l'un des pays les plus pauvres du monde. Ces échecs ont amené le Parti à arbitrer entre l'orthodoxie socialiste et la réforme. Au III^e congrès (avril 1982), le pouvoir réalise que la libéralisation des forces du marché est le meilleur moyen d'enrayer la paupérisation. Tout en affirmant la valeur de l'idéologie marxiste-léniniste, le IV^e congrès (novembre 1986) inaugure ensuite l'ère de la « pensée nouvelle », c'est-à-dire l'ouverture au marché, qualifiée de « Nouveau Mécanisme Économique » (NME). Pour rassurer les investisseurs étrangers, la première constitution de la RDPL (qui reconnaît la propriété privée des biens de production) est adoptée le 15 août 1991.

De 1991 à 2006, le Laos abandonne l'économie planifiée pour l'économie de marché, avec pour double objectif la réduction de la pauvreté et le

Chine : les incertitudes du Grand Dragon, ibid., 2009, 323 p. ; *L'ASEAN de A à Z : histoire, géopolitique, concepts, personnages*, Paris, l'Harmattan, 2011, 417 p.

¹⁰ *Commerce et colonisation en Indochine : les maisons de commerce françaises, un siècle d'aventure humaine*, Paris, Les Indes Savantes, 2004, 697 p.

développement durable. Les transformations socio-économiques sont soutenues par une croissance rapide et régulière : diminution de la pauvreté, amélioration des indicateurs relatifs à la santé et à l'éducation – beaucoup d'efforts restant encore à accomplir pour relever la qualité de la seconde. Le bilan de ces quinze dernières années montre cependant une situation économique fragile : le budget de l'État demeure déficitaire, et son déficit est financé par les pays étrangers. Les différents congrès, tous « réformateurs », ont oscillé entre la modération et l'accélération d'une ouverture concrétisée par l'entrée du Laos à l'ASEAN en juillet 1997. Le VIII^e congrès (mars 2006), qui se distingue par son absence d'ouverture politique, poursuit l'intégration régionale et internationale du Laos.

Cette dernière devrait permettre au Laos de rattraper son retard économique et technique tout en se désenclavant. Hier, 'État-tampon'¹¹, aujourd'hui, carrefour d'échanges et espace d'interconnexion pour les pays de l'ASEAN, de la Région du Grand Mékong et de la Chine, le Laos bénéficie d'une position privilégiée, à la croisée des corridors économiques et au cœur d'enjeux régionaux. Pays de transit, c'est aussi un acteur actif dans la gestion des flux d'échanges commerciaux de la région. Pour s'aligner sur les modèles dominants de l'ASEAN, il lui faudrait entreprendre une transformation en profondeur de sa société, des comportements et des mentalités afin de séduire et d'orienter les investisseurs étrangers. Ses perspectives de croissance passent par l'accélération du processus de réformes s'il ne veut pas être distancé par ses voisins. Dans ce but, la mise en place du programme « Vision 2020 » devrait lui permettre de combattre la pauvreté et d'assurer une croissance durable à l'horizon 2020. Si le Laos possède des opportunités et des atouts en matière de croissance, comme des matières premières à forte valeur marchande, il rencontre hélas des freins ou des contraintes tels que le faible niveau de vie, un système scolaire peu performant, l'incapacité de rassemblement de la diaspora pour une reconstruction nationale...

Le Laos doit donc se fixer quatre objectifs majeurs : un investissement massif dans l'enseignement et la formation professionnelle des cadres et techniciens ; la santé publique ; le développement de l'agriculture, de l'industrie légère et des services ; l'investissement intensif dans les secteurs de l'énergie et les mines. Sur ces bases, l'auteur propose une prospective à horizon de cinq à quinze ans, qui débouche sur quatre scénarios relatifs à l'évolution socio-économique :

¹¹ V. TAILLARD, Christian, *Le Laos : stratégies d'un État-tampon*, Montpellier, Reclus, 1989, 200 p.

1°) La « catastrophe », *i.e.* le retour à l'ancien système. Il s'ensuivrait une déroute économique, de nouveaux flux d'émigrants, une rupture avec l'ASEAN, des conflits entre la population et le Parti, voire une révolte.

2°) L'« immobilisme » : un gouvernement conservateur, peu enclin à l'ouverture politique et campant sur des positions acquises, creuserait le retard du Laos par rapport à ses voisins, le privant du bénéfice de l'ASEAN. Les investissements privés seraient faibles et les capitaux de la diaspora ne s'investiraient pas au Laos. La dette extérieure gonflerait et le pays dépendrait fortement des aides internationales, avec un risque accru de dissensions internes.

3°) La « marche forcée ». Au plan économique, une forte croissance attirerait les investissements et réduirait la dépendance vis-à-vis des donateurs. Au plan politique, le Parti serait davantage soucieux de la bonne santé économique et de l'amélioration des conditions sociales que de l'idéologie. Le recrutement de jeunes cadres modernes, ouverts et compétents favoriserait le rassemblement des forces vives de la Nation, internes et externes, notamment l'ouverture aux capitaux des Lao de la diaspora.

4°) La « rupture ». Le PPRL réussirait à maintenir une stabilité politique et sociale grâce à une croissance soutenue, notamment par l'essor du tourisme, qui rapporterait des devises. La lutte efficace contre la corruption renforcerait la légitimité du gouvernement, d'autant que le parti dialoguerait avec les mouvements d'opposition internes et externes, instaurant progressivement un multipartisme. La diaspora lao jouerait alors pleinement son rôle.

La probabilité de réalisation de ces scénarios est difficile à évaluer. L'auteur rejette le scénario « catastrophe » comme difficilement envisageable. Le scénario « immobilisme » aurait de moins en moins de chances de se produire au fur et à mesure que le temps passerait et que l'intégration régionale s'affirmerait. Le scénario « marche forcée » aurait à l'inverse une forte probabilité de se réaliser. Une période de transition serait toutefois nécessaire pour envisager ensuite le scénario « ruptures », dont la poursuite dépendrait de l'évolution économique et de la qualité des dirigeants. Ce dernier est pour l'heure peu réalisable, car les stigmates des décennies de guerre civile ne sont pas totalement effacés. Si le gouvernement laotien a une approche pragmatique de l'ouverture et s'engage vers le post-socialisme, avec une économie de marché de plus en plus mondialisée, il n'y a pas pour autant d'abandon formel de la démocratie populaire.

En conclusion, depuis l'instauration de la RDPL en 1975, le Laos connaît un environnement politique et social stable. Le bilan des vingt dernières années montre toutefois qu'il n'y a pas de décollage significatif et rapide de l'économie : le pays est encore fortement dépendant de l'aide étrangère. Pour maintenir la stabilité, le gouvernement devra résoudre trois défis majeurs : la

protection sociale et la lutte contre la pauvreté ; la protection de l'environnement ; la démocratie et les droits de l'homme.

Toutefois, à la lumière des éléments apportés par l'auteur, on peut s'interroger sur deux points. Pour l'auteur, le scénario « marche forcée » est celui actuellement mis en œuvre au Laos : il ne conduira le Laos vers un autre type de société que si l'économie progresse vite. Or malgré la croissance et les efforts accomplis dans le domaine économique, le Laos reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Doit-on comprendre que la venue d'une société nouvelle au Laos n'est pas pour demain ? L'auteur évoque une lente convergence entre les futurs dirigeants laotiens et les nouvelles générations de Laotiens de la diaspora, cette dernière disposant de compétences et de moyens financiers à même de soutenir les réformes et de renforcer la dynamique économique. Mais devant la réticence du pouvoir actuel d'intégrer les Laotiens de l'étranger avec tout ce qu'ils peuvent apporter de forces vives au pays, force est de constater qu'après plus de trente ans, les rancœurs et les blessures soient loin d'être cicatrisées ou pardonnées. Il faut donc souhaiter que les générations futures de Laotiens, de l'intérieur comme de l'étranger, sachent aller au-delà des conflits de générations.

NGUYỄN Lưu Quỳnh Dao

Alfons ÜLLENBERG, *Foreign Investment (FDI) in Land in Cambodia*, Deutsche Gesellschaft, German Technical Cooperation (GTZ), Division 45 – agriculture, fisheries and food, déc. 2009, 43 p., <http://landportal.info/resource/alfons-llenberg/foreign-direct-investment-fdi-landcambodia>

Le présent rapport est le fruit d'une étude de la *German Technical Cooperation (GTZ)*, une entreprise de conseil en coopération internationale, visant à proposer des solutions viables et d'avenir en matière politique, économique et écologique. L'objectif de ce rapport est d'établir un état des lieux précis des investissements étrangers dans l'agriculture au Cambodge et d'examiner leurs conséquences socio-économiques, écologiques et environnementales. Plus de 60% de la population du Cambodge – 181 035 km² et 13,4 millions d'habitants selon le recensement de 2009 – vivent de l'agriculture, qui contribue à hauteur de 30% au PIB. Les principaux secteurs bénéficiaires des quelque 8,9 milliards \$ d'investissements étrangers à fin 2008 sont l'industrie textile, le tourisme, la construction et l'agriculture. Le Cambodge reste toutefois un pays fortement touché par la corruption

puisqu'il se dresse à la date de l'étude au 166^e rang sur 180 au classement établi par *Transparency International*.

La privatisation des terres débute en 1989, après plus d'une décennie d'économie socialiste ; les terres sont attribuées à la péréquation de deux critères, la taille des familles et la disponibilité des terres cultivables aux alentours du village – étant entendu que les autorités locales jouent un grand rôle dans cette distribution laquelle demeure au final largement inégale. Aujourd'hui, le Cambodge est un des pays les plus attractifs du Sud-Est asiatique en matière agricole, car il dispose de terres non utilisées quand 28% des sols du territoire (soit 5 millions d'hectares) demeurent très fertiles. L'investissement étranger est donc un moyen d'améliorer la productivité, de développer le secteur agroalimentaire et de donner des emplois.

Le rapport commence par présenter le Cambodge sous tous ses aspects : économie, démographie, climat, politique. Il insiste sur l'agriculture et sur l'histoire de la distribution des terres après 1989 ; il présente le cadre juridico-légal des investissements fonciers, la loi sur les investissements (5 août 1994 et 24 mars 2003), la création de zone économique spéciale (2005) et les institutions responsables, le conseil pour le développement du Cambodge (CDC) ; le ministère de l'agriculture, forêt et de la pêche (MAFF) ; et le ministère de la gestion du territoire, de la planification urbaine et de la construction (MLMUPC).

Suit une description des investissements étrangers (IDE) agricoles, pour l'essentiel en provenance d'Asie, la Chine représentant à elle seule environ 24% desdits IDE, suivie par la Corée du Sud, la Malaisie, Taïwan, Hong Kong et la Thaïlande. Afin d'illustrer leur mécanisme, le rapport effectue ensuite une étude de cas, l'entreprise *Dong Nai Kratie Aphivath Caoutchouc*, en mettant en avant ses motivations à investir au Cambodge et celles du gouvernement à faire appel à de telles sociétés privées pour exploiter le territoire. Le rapport dresse ensuite une liste des facteurs à l'origine des investissements étrangers. Puis il examine les opportunités et des risques que ces IDE font peser sur le développement durable au Cambodge, ce qui constitue la partie plus importante du document. Enfin il essaie de faire le lien entre investissements étrangers et développement rural, en tentant d'évaluer l'impact des investissements étrangers sur le développement durable au Cambodge. Est-ce réellement si bénéfique que cela pour un pays comme le Cambodge de faire appel à des capitaux étrangers ?

Ce rapport s'appuie sur deux données fondamentales, l'inégalité de la distribution des terres et le manque de transparence des lois et des institutions (pour éviter de mentionner spécifiquement la corruption). Il met en exergue, par exemple, l'incompatibilité de différentes lois entre elles et le caractère

contradictoire des décisions de diverses institutions en matière d'investissements étrangers. Il rappelle également que les investissements étrangers répondent essentiellement à des objectifs de rentabilité financière qui ne peuvent pas s'inclure dans un programme de développement durable au Cambodge. En effet, les principaux investissements s'orientent vers l'exploitation forestière et vers les carburants verts, deux productions qui sont réalisées au détriment des activités de subsistance (nourriture) et du développement du secteur agroalimentaire qui sont pourtant l'un des motifs de l'appel du gouvernement royal du Cambodge aux investisseurs étrangers. Le rapport relate enfin deux conflits opposant des entreprises privées aux villageois pour illustrer le manque de transparence latent au Cambodge et les conséquences que cela peut avoir sur la société cambodgienne et ses habitants.

L'auteur dresse ainsi un profil fidèle du Cambodge, fondé sur de nombreuses sources et des données chiffrées très précises. De plus, l'étude sur l'état actuel du secteur agricole est complète et aborde des notions qui sont rarement évoquées ailleurs comme la fertilité des sols (cartographie à l'appui), l'utilisation des terres agricoles (avec des données chiffrées). Il donne ainsi au lecteur des clés de lecture et de compréhension sur le secteur primaire. Étant donné que ce secteur est primordial pour le Cambodge, qui reste un pays essentiellement rural, ce rapport permet donc de mieux comprendre l'économie et les choix stratégiques pris en haut lieu. Bref il apporte nombre de réponses aux personnes souhaitant investir dans l'agriculture du Cambodge ou s'intéressant au développement rural dans un PMA.

Néanmoins, il y a un parti pris que l'on sent dès la première lecture et dès les premières pages : on sait où le rapport souhaite en venir en matière de relation entre investissements étrangers et développement durable. Le développement durable est très souvent perçu par les pays en voie de développement comme une préoccupation de pays développés : la Chine a ainsi refusé de ratifier le protocole de Kyoto, arguant de son droit à polluer car polluer signifie se développer. Même si le Cambodge a ratifié le protocole en question, il n'en demeure pas moins que le pays se trouve dans une situation économique instable avec un modèle bien trop stéréotypé. Certes, le pays est autosuffisant au plan alimentaire, mais son économie a besoin de l'aide et des investissements étrangers pour offrir des emplois, développer son agriculture, augmenter le niveau de vie des citoyens, construire des infrastructures, etc. Si l'étude dresse un constat limpide sur les conséquences des investissements étrangers, elle ne prend pas pour autant en compte la situation d'urgence dans laquelle se trouve le Cambodge.

Malheureusement, comme bien souvent dans ce type de pays, le développement économique peut s'effectuer au détriment des populations et de toute considération environnementale – en espérant que cela n'aura qu'un temps. Le Cambodge doit faire face à des dilemmes et faire des choix. Comme il ne dispose pas des ressources financières pour réaliser seul son développement économique, les investissements étrangers apparaissent comme une nécessité mais nécessitent un contrôle des acteurs afin de ne pas semer la confusion au sein de la population.

Vincent BEAUDON

2. PAYS INDUSTRIALISÉS EN DEVENIR

Elsa LAFAYE DE MICHEAUX, *La Malaisie : un modèle de développement souverain ?*, Lyon, Presses de l'ENS, 2012, 343 p.

Ayant bénéficié d'une formation pluridisciplinaire à l'ENS Cachan, maître de conférences à l'Université de Rennes 2, Elsa Lafaye de Micheaux compte déjà plusieurs études socioéconomiques sur la Malaisie¹² à son actif, notamment sa thèse de doctorat¹³. Le présent ouvrage est issu d'un programme de recherche de l'IRASEC (Institut de Recherches sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine) consacré à ce pays, qui, en dehors du récent ouvrage d'Isabelle Beaulieu, *L'État rentier : le cas de la Malaysia*¹⁴, avait été jusque-là relativement peu traité par des auteurs francophones.

Souhaitant accéder au statut de pays développé d'ici à 2020, la Malaisie est dite à revenu intermédiaire : encore en retard face aux nouveaux pays industrialisés (Taiwan, Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour), mais largement en avance sur les pays qualifiés 'd'émergents' (Thaïlande, Indonésie, Viêt-Nam et Philippines). Elsa Lafaye Micheaux s'interroge sur la

¹² Malaisie traduit l'anglais *Malaya*, qui désigne la seule Malaisie péninsulaire. En 1963, Singapour et deux des territoires britanniques du Nord de Bornéo, Sarawak et Sabah, devenus indépendants, entrent dans la Fédération, qui prend alors le nom de *Malaysia*, en malais comme en anglais. L'usage français de continuer à désigner le pays par 'Malaisie' est donc anachronique et prête à confusion, le même terme désignant deux entités politiques différentes – plus exactement trois, Singapour étant expulsée de la Malaysia mi-1965. [N.d.l.r.]

¹³ *Éducation et Croissance en Malaisie, étude d'un lien fragile*, 2000.

¹⁴ Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2008, 266 p. (c.r. de Louis Le Vert, *Péninsule* 63, 2011 [2], pp. 263-64).

manière dont, en dépit du lourd héritage britannique, le gouvernement malaysien a réussi à la fois à établir de nouvelles institutions et à mener les politiques économiques autorisant un tel développement.

La colonisation britannique avait en effet engendré de fortes inégalités raciales (revenus, éducation, propriété...), car pour pallier leur manque de main d'œuvre, les Britanniques avaient fait venir de nombreux Chinois et Indiens pour travailler dans les mines d'étain et dans les plantations. En 1947, les Malais, qui s'auto-désignent par le terme de *Bumiputera* (= fils du sol, autrement dit autochtones), représentaient ainsi 49,5% de la population de la Malaisie péninsulaire¹⁵, les Chinois, 38,6%, et les Indiens 10,8%. Les Malais, qui avaient été laissés dans leurs *kampung* où ils assuraient des activités de subsistance traditionnelles (riziculture et pêche...), devaient faire face à une pauvreté plus importante que les Indiens et les Chinois, qui avaient travaillé dans le secteur 'moderne' de l'économie (agricole et industriel), ce qui constituait une première étape vers un meilleur accès à l'urbanisation et à l'éducation. Dans la phase préliminaire à l'indépendance, les partis politiques se sont donc créés sur une base ethnique (y compris le parti communiste, pour l'essentiel formé de Chinois, qui passe dans la clandestinité à la fin des années 1940)¹⁶. Les trois partis modérés, l'UMNO (*United Malay National Organisation*), le MCA (*Malayan Chinese Association*) et le MIC (*Malayan*¹⁷ *Indian Congress*) ont donc formé une coalition (*Barisan*), qui s'est maintenue au pouvoir sans discontinuer jusqu'à ce jour.

Sur ces bases, le développement de l'actuelle Malaysia s'est opéré en trois phases :

La première (1957-1969) – pendant laquelle (1963) le Sabah et le Sarawak, rejoignent la Fédération – a consisté à mettre en place une stratégie de substitution aux importations et de diversification du secteur productif, les matières premières industrielles étant trop sujettes aux fluctuations des cours mondiaux. De nouveaux secteurs comme le textile, la transformation de l'huile de palme, l'électro-ménager, etc., se développent et génèrent une croissance du PIB de plus de 5% par an. Malgré cette accélération de la croissance, la pauvreté persiste et les inégalités augmentent, les Indiens et surtout les Chinois ayant été les premiers bénéficiaires de ce démarrage de l'industrialisation. Il s'ensuit une crise en 1969.

Le Premier Ministre Tun Razak met donc en œuvre une nouvelle politique économique (NEP) en 1971, qui vise à préserver les consensus politiques en

¹⁵ Hors Singapour.

¹⁶ N.d.l.r.

¹⁷ *Malayan* devenant *Malaysian* en 1963.

instaaurant une discrimination positive en faveur des *Bumiputera* (Malais comme non-Malais, ces derniers correspondant aux populations autochtones du Sarawak et du Sabah) : l'objectif est qu'en 1990, les *Bumiputera* contrôlent au moins 30% du capital des entreprises modernes et occupent 30% des postes de responsabilités. Des quotas leur sont donc réservés dans la fonction publique et dans l'enseignement supérieur. L'État intervient de surcroît systématiquement dans l'économie, en soutenant une diversification industrielle couplée à une forte ouverture aux investissements étrangers, qui autorise en particulier le développement de l'électronique.

Suite à des résultats mitigés, la NEP laisse la place à la NDP (*National Development Policy*) menée par le Premier ministre Mahathir, qui s'engage dans une réduction du poids de l'État dans l'économie (privatisations...). La priorité est désormais de faire de la Malaisie un pays développé en 2020 : *Wawasan 2020* (vision 2020).

Selon l'auteur, une analyse théorique appuyée sur des données chiffrées permet d'expliquer la forte croissance malaisienne de la colonisation à aujourd'hui. Elle serait due à l'augmentation conjointe du travail et du capital et non pas à l'augmentation de la productivité. Même si la croissance semble être majoritairement la conséquence de l'accumulation du capital (en raison de l'ampleur des investissements directs étrangers), elle n'a pu être soutenue que grâce à une amélioration de la qualité de la main d'œuvre. Si la Malaisie a traversé trois crises, la crise financière asiatique de 1997-1998 ; la décélération mondiale du secteur de l'électronique (suite à l'explosion de la bulle internet en 2001-02) ; et la crise des *subprimes* en 2009, ces différentes crises ont simplement ralenti sa croissance. Même au plus fort de la tourmente financière, en 1998, elle n'a subi aucun préjudice majeur.

La singularité du système économique malaysien tiendrait à la conjonction d'un poids important de l'État dans l'économie et d'une forte ouverture à la mondialisation. L'intervention de l'État se caractérise toutefois par son autoritarisme (notamment par une faible liberté d'expression) et un haut niveau de corruption, car le processus de privatisation et de redistribution du capital en direction des *Bumiputera* s'est essentiellement opéré autour de la sphère politique et en faveur des Malais proches de l'UMNO. Par ailleurs, dès son arrivée au pouvoir en 1981, Mahathir a joué l'islamisation pour concurrencer en terrain malais son premier opposant politique, le PAS (*Parti Islam Se-Malaysia*). La Malaisie s'est ainsi construite une position de leader mondial dans la banque islamique. Pour autant, la corruption et le capitalisme rentier ne semblent pas avoir freiné le développement.

Reste la question de la « souveraineté ». La Malaisie a su s'intégrer pleinement dans la mondialisation, tant au niveau commercial, productif que financier. L'économie malaysienne n'est pas « entre les mains des Chinois » mais bien des étrangers, qui contrôlent les secteurs dominants, le Japon et les États-Unis pour l'électronique par exemple. La Malaisie tente de conjuguer la présence massive des multinationales et des salaires moyens relativement élevés en privilégiant les entreprises à plus forte valeur ajoutée. Aux yeux de l'auteur, la souveraineté de l'État malaysien est donc paradoxale. Le gouvernement malaysien a su se servir de la mondialisation à son avantage, comme l'atteste l'indépendance de l'État dans sa politique économique, ce qui démontre sa souveraineté. La thèse de l'État non souverain peut être également soutenue car la part des capitaux étrangers dans l'économie malaysienne est prépondérante et certains choix économiques échappent donc au pouvoir malaysien.

Élise VALETTE

Patarapong INTARAKUMNERD & Yveline LECLER, *Sustainability of Thailand's Competitiveness – The Policy Challenges*, Singapore, ISEAS, 2010, 331 p.

Les économies asiatiques ont rencontré un développement rapide depuis les années quatre-vingt, mais la crise financière de 1997 a porté un coup d'arrêt brutal à leur croissance. Après avoir tenté d'échapper à la stagnation économique, les différents États de la zone ont renoué avec une croissance non négligeable, même si pour certains, elle est un peu moindre qu'auparavant. Il est essentiel pour les pays d'Asie du Sud-Est d'acquérir des avantages compétitifs sur la longue durée, de façon à garder une place prépondérante dans un monde qui change de plus en plus rapidement. Le maintien de cette compétitivité ne va pas de soi, et pour rester dans la course, les différents États asiatiques doivent renouveler leur stratégie ; certains facteurs défavorables à une époque peuvent se transformer en atouts essentiels dans une autre.

La capacité d'un État à innover et à créer de nouvelles conditions à son développement est fondamentale dans un environnement concurrentiel marqué par une globalisation de l'économie de plus en plus prégnante. Cette question de la compétitivité est donc étroitement reliée à celle de l'innovation, un processus de création de nouveaux produits ou technologies, qui engage les différentes institutions de l'État (centres de recherche,

universités, écoles), ainsi que les entreprises publiques et privées. Dans le monde actuel, les biens, les services, les capitaux, la force de travail et l'information peuvent s'affranchir des frontières beaucoup plus librement qu'auparavant. Même si les facteurs économiques traditionnels comme les ressources naturelles, le travail et le capital demeurent importants, le savoir est devenu déterminant. Néanmoins, ce dernier devient très vite obsolète, et si la connaissance demeure essentielle, l'économie doit garder une capacité « d'apprentissage ». Un pays se doit donc de posséder un système d'innovation efficient, une capacité véritable d'acquérir de nouveaux savoirs.

Édité par Patarapong Intarakumnerd et Yveline Leclerc, le présent ouvrage, au titre évocateur¹⁸, s'inscrit totalement dans cette problématique. Patarapong Intarakumnerd est lecteur au *College of Innovation* de l'Université *Thammasat*. C'est un des principaux fondateurs du projet d'étude portant sur le concept de *Système National d'Innovation (SNI)*, introduit par l'économiste danois B. Lundvall en 1985. Ce concept incorpore des éléments institutionnels à l'analyse du changement technique, de la naissance de l'innovation technologique et de l'armature des différents systèmes scientifiques ; en particulier, il permet d'étudier les conséquences de l'innovation sur les performances économiques, sur le temps long de différents pays¹⁹. Yveline Leclerc est docteur en sciences sociales, et diplômée de japonais ; professeur à l'Institut de Sciences Politiques de l'université de Lyon, elle remplit aussi une mission de recherche auprès de la Maison Franco-Japonaise de Tokyo. Elle étudie les regroupements d'entreprises, la division du travail des firmes japonaises, principalement dans les pays de l'ASEAN, ainsi que les programmes liés à l'innovation.

L'écriture du présent ouvrage est directement reliée à un projet de recherche collectif intitulé « Les Clusters industriels en Asie : les formes anciennes, et les formes nouvelles » mis en place par le ministère de l'Éducation et de la Recherche et le conseil de la région Rhône-Alpes, rassemblant une vingtaine de chercheurs et de doctorants en provenance de France, du Japon, de Chine, du Vietnam et de Thaïlande. Fin 2006, un atelier fut tenu à Lyon qui donna naissance à un premier ouvrage collectif.

Un financement complémentaire fut assuré ensuite par l'IRASEC, pour approfondir le cas de la Thaïlande. La Thaïlande a connu une croissance moyenne de 6,5% sur la période 1950-2006, où son revenu réel par habitant a

¹⁸ En français « *Pérennité de la compétitivité thaïlandaise. Le défi politique.* » [traduction S. Combet].

¹⁹ B. Lundvall a aussi travaillé sur la notion de *cluster*, de grappe d'entreprises, d'acteurs économiques apparentés ou d'institutions, proches les uns des autres, qui peuvent développer des services, des ressources, des fournisseurs en commun ou même des compétences précises.

été multiplié par 10²⁰ ! Selon Bruno Jetin « comptant parmi les pays les plus pauvres dans les années 1950, la Thaïlande appartient maintenant à la catégorie des pays à ‘revenu moyen inférieur’ et se classe en 2005 au 87^e rang, selon le revenu national brut par habitant, derrière la Bulgarie et la Roumanie mais devant le Brésil²¹ ». Pendant quarante ans (1950-96), pas une seule année de récession n’a même frappé la Thaïlande. Lors de la seconde moitié des années 1980, et tout au long des années 1990, le développement économique thaïlandais s’est fortement accéléré, jusqu’à l’emballement sur la période 1987-1996, avec un taux de croissance annuel moyen du PIB voisin de 10%. En 1997 toutefois, le pays fut durement affecté par une crise financière, le PIB chutant de -1,4%, puis de -10,5% en 1998. Le pays s’est ensuite relevé, mais sa croissance moyenne annuelle n’est plus que de 5% en 2011 (c. 4,5 % en 2012²²).

Si le processus de développement de la Thaïlande apparaît comme exemplaire, la question de sa pérennité est donc posée. Le « sentier de croissance²³ » suivi par l’État thaïlandais n’a pas été sans crises. Ainsi, la récession de 1997 a débouché sur une plus grande internationalisation, et une gouvernance de l’économie plus difficile ; le pays a été par ailleurs affecté par la crise de 2008. Pour autant, les changements de gouvernement n’ont pas vraiment influé sur la croissance et même si la confusion politique demeure, on remarque une certaine stabilité de la trajectoire économique sur les 125 dernières années (soit depuis l’enclenchement de la modernisation siamo-thaïlandaise).

L’interrogation une fois posée, l’étude est menée en trois grandes parties, chacune de deux ou trois chapitres.

La première retrace le développement économique de la Thaïlande, en mettant l’accent sur les trois grands paramètres générateurs de compétitivité : les investissements directs étrangers (IDE), le système national d’innovation, et le système éducatif.

David Hoyrup et Jean-Christophe Simon (ch. 1) analysent la relation entre le processus de développement et la diversification des activités productives induites par les IDE, notamment les liens entre croissance, ouverture internationale et politiques publiques, montrant que l’industrialisation

²⁰ JETIN, Bruno, « Le développement économique de la Thaïlande est-il socialement soutenable ? », pp. 321 – 357, [in] DOVERT, Stéphane & IVANOFF, Jacques (dir.), *Thaïlande Contemporaine*, Bangkok, Paris, IRASEC-Les Indes Savantes, 2010, 624 p.

²¹ JETIN, Bruno, *op. cit.*, p. 321.

²² Source : Banque mondiale.

²³ GUILHOT, Laëtitia & SIMON, Jean-Christophe, « Industrialisation rapide et intégration internationale renforcée. Les étapes du sentier de croissance en Thaïlande », [in] DOVERT, Stéphane & IVANOFF, Jacques (dir.), *Thaïlande Contemporaine, op. cit.*, pp. 279-320.

thaïlandaise s'est accomplie en trois temps : 1970-1985, 1986-1996 et 1998-2005. Avant 1970, le commerce, la finance et les industries naissantes étaient tournés vers le marché intérieur ; l'expansion industrielle reposant sur des projets initiés par des Sino-thaïs, les IDE n'étaient guère pris en considération. La phase 1970-1985 correspond ensuite au décollage économique : la croissance est régulière et l'ouverture au marché international de plus en plus grande. Suite à une augmentation des coûts de l'énergie, le pays doit pratiquer un ajustement structurel au début des années 1980. L'industrialisation devient très forte, tirée par les IDE, qui passent de 163 millions d'US \$ en 1985 à 2 575 millions d'US \$ en 1990.

L'envolée industrielle s'arrête avec la crise de 1997, la politique mise en place par Thaksin Shinawatra ²⁴ échouant à relancer pleinement l'industrialisation entre 2001 et 2006 (Patarapong Intarakumnerd, ch. 2). La fin de cette décennie voit évoluer la Thaïlande de manière très incertaine, car le pays est en proie à une profonde crise sociopolitique. La reconstruction d'une compétitivité commerciale, et d'une attractivité renouvelée pour les investissements directs sont les défis majeurs que le pays doit relever. Le système national d'innovation a-t-il permis à la Thaïlande de rattraper son retard technologique par rapport aux économies les plus développées ? Un examen des acteurs et des indicateurs clés (dépenses de recherche et développement, personnel, etc.) montre que le système thaïlandais est en transition, passant d'un système faible et très fragmenté, à un système beaucoup plus cohérent, avec un processus d'apprentissage plus actif. Les raisons invoquées sont, d'une part, le changement de stratégie du gouvernement, et d'autre part les conséquences de la crise financière de 1997. Seul l'avenir pourra confirmer ou infirmer la voie du changement.

La fabrication de la connaissance s'appuyant en amont sur l'éducation, Bruno Jetin (ch. 3) montre que la Thaïlande doit impérativement réformer son système éducatif d'un point de vue quantitatif et qualitatif, y compris son enseignement supérieur. Les points faibles invoqués sont le manque de professeurs qualifiés, une incitation à la créativité insuffisante alliée à un manque d'esprit critique dans les enseignements, qui explique une situation d'échec dans la formation des ingénieurs et scientifiques.

²⁴ Thaksin Shinawatra, en siamois ทักษิณชินวัตร, fut nommé Premier ministre de Thaïlande, par le roi Rama IX le 09 février 2001 pour un mandat de cinq ans. Après les élections du 6 février 2005, il fut reconduit pour un second mandat, mais le coup d'État du 19 septembre 2006 le renversa. Thaksin essaya de construire un grand parti politique, et par quelques mesures phares en faveur du peuple, il devint un héros pour la population (consultation médicale à 30 Bahts, rachat des dettes des petits paysans, réserve financière attribuée à chaque village).

La seconde partie de l'ouvrage analyse le rôle de l'État thaïlandais dans le processus d'innovation. Les institutions nationales sont amenées à appliquer des stratégies précises pour soutenir la compétitivité, pouvant privilégier les investissements directs étrangers ou bien développer les réseaux de petites et moyennes entreprises (Akira Suehiro, ch. 4). Entre 1939 et 1959, le gouvernement avait soutenu une approche interventionniste et les entreprises étrangères étaient soumises à un grand nombre de restrictions. Un premier plan de développement économique sur six ans fut adopté en 1961 ; plusieurs politiques industrielles furent ensuite menées jusque dans les années 1990, marquées par la promotion d'industries de substitution aux importations. En janvier 1998, un plan de restructuration²⁵ fut approuvé par le gouvernement de Chuan Leekpai. Appliqué jusqu'en 2000, il prenait appui sur l'expérience japonaise pour mener une politique d'aide aux industries et aux PME, prônant la création de *sathaban*, institutions indépendantes couvrant les industries stratégiques. Avec l'élection de Thaksin Shinawatra en 2001, ces projets furent remplacés par un plan de compétitivité nationale²⁶ qui dura jusqu'en 2006. Basé sur la notion de *cluster*, ce dernier reposait essentiellement sur les théories de Michael Porter, professeur de stratégie d'entreprise à Harvard²⁷. Ces deux politiques s'avérant relativement inefficaces, les choix en matière d'industrialisation ont dépendu de manière croissante de la stratégie des firmes étrangères.

La rapidité de l'industrialisation a donc surtout reposé sur la capacité à donner des ressources foncières aux industries et à leur fournir des équipements et des infrastructures de haute qualité (Natacha Aveline, ch. 5). Les zones industrielles²⁸ ont donc joué un rôle central : développées après 1972, elles ont attiré une large part des IDE et des multinationales, au prix d'une forte concentration d'entreprises autour de Bangkok. La création de zones industrielles dans des provinces plus éloignées fut interrompue par la crise, à l'exception d'*Eastern Seaboard*, qui donna une nouvelle impulsion en amenant des entrepreneurs privés à se lancer dans de grands projets d'infrastructures. La Thaïlande n'arrive toutefois pas encore aujourd'hui à créer de réels pôles attractifs à l'échelle des régions.

La troisième partie de l'ouvrage resserre la focale au niveau des secteurs industriels, à travers l'étude de trois d'entre eux, l'industrie automobile, le textile et la confection et l'industrie du disque dur. Shinya Orihashi (ch. 6) compare les stratégies des constructeurs automobiles avant et après la crise

²⁵ *Industrial Restructuring Plans*.

²⁶ En anglais, *National Competitiveness Plan*.

²⁷ Où Thaksin Shinawatra avait lui-même soutenu sa thèse de doctorat droit pénal [n.d.l.r.].

²⁸ *Industrial estates*.

asiatique de 1997, et en particulier l'implantation des filiales japonaises. Il montre comment les filiales thaïlandaises furent contraintes d'engager des réformes structurelles pour préserver leur compétitivité sur le marché international. Il décrit notamment le passage d'une production destinée au marché local à une production tournée vers l'exportation : *Toyota Motor Thailand*, qui détenait localement la plus grosse part du marché, n'eut d'autre choix que de changer soudainement de système de production, intégrant les exportations dans sa stratégie. La crise financière força les entreprises à augmenter leur production, à investir dans l'amélioration de leurs ressources humaines et dans la qualité. Tous ces facteurs contribuèrent à la croissance du secteur automobile, même si des difficultés sont apparues récemment, car le taux de change du baht n'est pas favorable aux exportations et la Chine est devenue un concurrent de taille, avec un immense potentiel productif.

Depuis ses formes traditionnelles rurales jusqu'à sa concentration urbaine, les IDE ont fait du textile un poids-lourd de l'économie nationale, orienté à l'export (Audrey Baron-Gutty, ch. 7). La situation présente se caractérise par une perte de compétitivité et des réformes structurelles d'envergure sont nécessaires. La Thaïlande est en première position pour la fabrication et l'exportation de disques durs (Yveline Leclerc, ch. 8) : les multinationales américaines et japonaises sont à l'origine d'un réseau intégré à l'échelle régionale, où chaque pays produit des composants spécifiques qui sont ensuite assemblés en Chine, pays de sortie vers le reste du monde. La Thaïlande a réussi à contrôler toute la chaîne de disques durs, les composants de haute-technologie étant mis au point sur place. Ce programme appliqué à l'échelle des *clusters* a porté ses fruits au niveau des entreprises, mais des défis de taille l'attendent, tels le développement du système éducatif ou le partenariat entre institutions de recherche et entreprises industrielles.

D'une très bonne tenue, l'ouvrage contient de nombreux tableaux et graphiques permettant d'accéder à toutes sortes de données économiques. Il s'agit, certes, d'un ouvrage qui s'adresse au premier abord à un public d'étudiants ou de chercheurs s'intéressant aux pays de l'Asie du Sud-Est, mais le lecteur néophyte pourra aussi y trouver de quoi alimenter ses différentes interrogations sur la Thaïlande, même si certains concepts abordés seront mieux compris d'un public formé aux mécanismes économiques. Quelques remarques méritent toutefois d'être formulées, liées à la nature même de l'ouvrage. Les auteurs ne s'intéressent qu'à la compétitivité du secteur industriel, quand le secteur agricole et les services représentent également de grands atouts pour la Thaïlande. En outre, la Thaïlande n'est étudiée qu'à partir de 1960, alors que les réformes des années 1940 et 1950 donnèrent un rôle très important aux entreprises d'État. La réforme agraire

n'est pas non plus abordée, de même que les relations de pouvoir entre les acteurs clés comme la famille royale, les technocrates ou les hommes d'affaires.

Il reste que l'objectif premier du livre était de livrer un panorama des grands défis que devra affronter la Thaïlande pour rester compétitive, et qu'il est parfaitement rempli. On ne peut donc qu'en conseiller la lecture à toute personne s'intéressant aux grands enjeux du Sud-Est asiatique.

Jean-Stéphane COMBET